

"La prestation 532770-532781 ne peut pas être cumulée avec les prestations 532593-532604, 532210-532221, 353231-353242 et 532630-532641."

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

"De verstrekking 532770-532781 mag niet worden gecumuleerd met de verstrekkingen 532593-532604, 532210-532221, 353231-353242 en 532630-532641."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2011 — 847

[C - 2011/22110]

9 MARS 2011. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours départementale du Service public fédéral Sécurité sociale chargée de prendre connaissance des recours en matière d'évaluation

La Ministre des Affaires sociales,

Vu l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux, les articles 22, 23, 24 et 25;

Vu l'arrêté ministériel du 9 mars 2011 désignant ou agréant les membres de la Chambre de recours départementale du Service public fédéral Sécurité sociale chargée de prendre connaissance des recours en matière d'évaluation;

Considérant qu'il s'impose, en vue du bon fonctionnement de cet organe, d'arrêter un règlement d'ordre intérieur qui règle le fonctionnement interne de cette Chambre de recours;

Vu le projet de règlement d'ordre intérieur qui a été soumis à l'approbation des présidents de cette Chambre de recours,

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours du Service public fédéral Sécurité sociale chargée de prendre connaissance des recours en matière d'évaluation, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Bruxelles, le 9 mars 2011.

Mme L. ONKELINX

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours du Service public fédéral Sécurité sociale dans le cadre du cycle d'évaluation

Article 1^{er}. En cas d'introduction d'un recours, le président du comité de direction dont relève l'appelant, ou son délégué, transmet au greffier-rapporteur près de la Chambre de recours, dans le cadre du cycle d'évaluation, le dossier complet inventorié. Ce dossier doit comporter toutes les pièces relatives à l'évaluation contestée.

Il désigne le membre de l'autorité qui sera chargé de présenter le dossier lors de la séance de la Chambre.

Art. 2. Dès la réception du dossier, le greffier-rapporteur accuse réception des pièces au président du comité de direction ou à son délégué.

Au plus tard le cinquième jour calendrier qui suit l'introduction du recours, le greffier-rapporteur transmet le dossier complet aux membres de la Chambre de recours.

Il réclame, s'il y a lieu, des pièces complémentaires sur ordre du président de la Chambre de recours.

Art. 3. La Chambre de recours se réunit à la date fixée par le président, date qui est immédiatement communiquée au président du comité de direction, ou à son délégué.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2011 — 847

[C - 2011/22110]

9 MAART 2011. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Departementale Raad van beroep van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid belast om kennis te nemen van de beroepen inzake evaluatie

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten, de artikelen 22, 23, 24 en 25;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 maart 2011 tot aanwijzing of erkenning van de leden van de Departementale Raad van beroep van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid belast om kennis te nemen van de beroepen inzake evaluatie;

Overwegende dat het voor de goede werking van dit orgaan noodzakelijk is een huishoudelijk reglement op te stellen dat de interne werking van deze Raad van beroep regelt;

Gelet op het ontwerp van huishoudelijk reglement dat ter goedkeuring aan de voorzitters van deze Raad van beroep werd voorgelegd,

Besluit :

Enig artikel. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Raad van beroep bij de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid belast om kennis te nemen van de beroepen inzake evaluatie, wordt goedgekeurd.

Brussel, 9 maart 2011.

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

Huishoudelijk reglement van de Raad van beroep bij de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid in het raam van de evaluatiecyclus

Artikel 1. Wanneer een beroep wordt ingesteld, bezorgt de voorzitter van het directiecomité waaronder de appellant ressorteert, of zijn gemachtigde, het volledige geïnventariseerde dossier aan de griffier-rapporteur bij de Raad van beroep opgericht in het kader van de evaluatiecyclus. Dit dossier dient alle stukken betreffende de aangevochten evaluatie te bevatten.

Hij wijst het lid van de overheid aan dat wordt belast met het voorleggen van het dossier tijdens de zitting van de Raad.

Art. 2. Onmiddellijk na ontvangst van het dossier, bevestigt de griffier-rapporteur deze ontvangst aan de voorzitter van het directiecomité, of aan diens gemachtigde.

Binnen vijf kalenderdagen na de inleiding van het beroep zendt de griffier-rapporteur het volledige dossier aan de leden van de Raad van beroep.

Indien nodig vraagt de griffier-rapporteur bijkomende stukken op in opdracht van de voorzitter van de Raad van beroep.

Art. 3. De Raad van beroep vergadert op een door de voorzitter bepaalde datum, die onmiddellijk wordt meegedeeld aan de voorzitter van het directiecomité, of aan diens gemachtigde.

L'audience doit avoir lieu au plus tard quinze jours calendrier après la saisine de la Chambre de recours; en cas de retard pour cas de force majeure, le président avise le président du comité de direction, ou son délégué, des motifs qui ont entraîné ce retard.

Dès la fixation, par le président, de la date de l'audience, le greffier-rapporteur convoque par écrit les membres de la Chambre de recours et l'appellant à comparaître à l'audience. Le courrier électronique est considéré comme mode valable de convocation.

La convocation mentionne que le dossier est disponible pour consultation au greffe de la Chambre de recours départementale.

La convocation de l'appellant a lieu par lettre recommandée, avec notification de la liste des membres de la Chambre de recours qui sont convoqués en vue de l'examen du dossier.

Le greffier-rapporteur convoque également le membre de l'autorité chargé de présenter le dossier lors de la séance de la Chambre

Art. 4. Le greffier-rapporteur communique le rapport concernant le dossier au président, aux membres de la Chambre de recours, ainsi qu'à l'appellant et à son défenseur.

Art. 5. Les membres convoqués sont tenus d'assister à l'audience.

Si ces membres ont une cause d'empêchement légitime, ils sont tenus d'aviser par écrit le président, par l'intermédiaire du greffier-rapporteur, des motifs de leur absence, dans les trois jours ouvrables qui suivent la date de la convocation. Ils préviennent leur suppléant et lui transmettent le dossier. Le suppléant confirme sa présence au greffier-rapporteur au moins cinq jours ouvrables avant la réunion de la Chambre de recours.

Art. 6. L'appellant comparaît en personne devant la Chambre de recours; il peut se faire assister par le défenseur de son choix, lequel ne peut appartenir, à quelque titre que ce soit, à la Chambre de recours.

Le nom du défenseur est communiqué, dès que possible, au greffier-rapporteur.

Art. 7. Le président de la Chambre de recours mène les débats.

Si le président l'estime nécessaire, il peut demander qu'un procès-verbal du déroulement de l'audience soit établi.

Art. 8. La Chambre peut recueillir toute information et prendre toutes les mesures d'instruction qui lui paraissent nécessaires.

Si le président l'estime nécessaire, il peut demander à ce que le chef fonctionnel ou toute autre personne soit entendue en qualité de témoin.

Le président peut, lorsqu'il l'estime utile, suspendre l'examen d'une affaire et reporter les débats à une date ultérieure.

Art.9. § 1^{er}. La délibération a lieu en l'absence de l'appellant et de la personne qui l'a assisté ainsi que de celle du membre de l'autorité qui a présenté le dossier à la Chambre.

§ 2. Un membre de la Chambre ne peut délibérer que s'il n'a pris part, à aucun moment et à quelque titre que ce soit, au déroulement des cercles de développement de l'intéressé.

Art. 10. Toute personne ayant participé à la Chambre de recours est tenue de garder le secret de tout renseignement dont elle a eu connaissance.

Art. 11. L'avis motivé de la Chambre de recours reprend le résultat du scrutin secret, en indiquant le nombre de voix positives et négatives.

Cet avis, signé par le président et le greffier-rapporteur, est communiqué au plus tard quinze jours calendrier après l'audience, au président du comité de direction, ainsi que par lettre recommandée à l'appellant, avec copie de l'avis à l'attention des membres de la Chambre de recours.

Art. 12. Le secrétariat et les archives de cette Chambre de recours sont confiés au greffe de la Chambre de recours départementale, situé au SPF Sécurité sociale, où les intéressés peuvent les consulter.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 mars 2011 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours départementale du Service public fédéral Sécurité sociale chargée de prendre connaissance des recours en matière d'évaluation.

Bruxelles, le 9 mars 2011.

Mme L. ONKELINX

De zitting moet plaatshebben binnen vijftien kalenderdagen nadat de zaak bij de Raad van beroep aanhangig werd gemaakt; ingeval van vertraging wegens overmacht motiveert de voorzitter de redenen hiervan aan de voorzitter van het directiecomité, of aan diens gemachtigde.

Zodra de voorzitter de datum van de zitting heeft bepaald, roept de griffier-rapporteur de leden van de Raad van beroep en de appellant schriftelijk op om ter zitting te verschijnen. Elektronische post wordt beschouwd als geldige oproepingswijze.

Deze oproeping vermeldt dat het dossier ter inzage ligt bij de griffie van de Departementale Raad van beroep.

De appellant wordt opgeroepen per aangetekende brief, waarbij tevens een lijst met de namen van de leden die voor het onderzoek zijn opgeroepen, wordt betekend.

De griffier-rapporteur roept eveneens het lid van de overheid op dat belast is met het voorleggen van het dossier tijdens de zitting van de Raad

Art. 4. De griffier-rapporteur deelt het verslag van het dossier mee aan de voorzitter, aan de leden van de Raad van beroep en aan de appellant en diens verdediger.

Art. 5. De opgeroepen leden zijn verplicht de zitting bij te wonen.

Indien deze leden een wettige reden van verhindering hebben, moeten zij aan de voorzitter, via de griffier-rapporteur, schriftelijk de reden van hun afwezigheid meedelen binnen drie werkdagen volgend op de datum van de oproeping. Zij dienen hun opvolger te verwittigen en het dossier aan hem over te maken. De opvolger bevestigt zijn aanwezigheid aan de griffier-rapporteur, minstens 5 werkdagen voor de samenkomst van de Raad van beroep.

Art. 6. De appellant verschijnt persoonlijk voor de Raad van beroep; hij mag worden bijgestaan door een verdediger naar zijn keuze, die hoe dan ook geen deel mag uitmaken van de Raad van beroep.

De naam van de verdediger wordt zo spoedig mogelijk aan de griffier-rapporteur meegedeeld.

Art. 7. De voorzitter van de Raad van beroep leidt de debatten.

Indien de voorzitter dit nodig zou achten, kan hij opdragen dat er notulen van het verloop van de zitting worden opgemaakt.

Art. 8. De Raad kan alle informatie opvragen en alle maatregelen nemen die haar nodig lijken.

Indien de voorzitter het nodig acht, kan hij vragen dat de functionele chef of eender welke andere persoon wordt gehoord als getuige.

De voorzitter kan, wanneer hij dit nodig acht, de behandeling schorsen en de debatten verplaatsen naar een later tijdstip.

Art. 9 § 1 – De deliberatie heeft plaats in afwezigheid van de appellant en de persoon die hem heeft bijgestaan, evenals het lid van de overheid die het dossier aan de Raad heeft voorgesteld.

§ 2 – Een lid van de Raad kan enkel delibereren wanneer hij op geen enkel moment en in geen enkele hoedanigheid heeft deelgenomen aan de ontwikkelcirkels van betrokkene.

Art. 10. Elke persoon die heeft deelgenomen aan de Raad van beroep is gehouden aan de geheimhouding betreffende de gegevens waarvan hij in kennis werd gesteld.

Art. 11. Het gemotiveerd advies van de Raad van beroep vermeldt het resultaat van de geheime stemming, met opgave van het aantal positieve en negatieve stemmen.

Dit advies, ondertekend door de voorzitter en de griffier-rapporteur, wordt, binnen de vijftien kalenderdagen na de zitting, aan de voorzitter van het directiecomité meegedeeld, alsook per aangetekende brief aan de appellant, met een kopie van het advies ter attentie van de leden van de Raad van beroep.

Art. 12. Het secretariaat en het archief van deze Raad van beroep worden toevertrouwd aan de griffie van de Departementale Raad van beroep, gevestigd bij de FOD Sociale Zekerheid, waar de belanghebbenden het dossier kunnen inzien.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 9 maart 2011 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Departementale Raad van beroep van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid belast om kennis te nemen van de beroepen inzake evaluatie.

Brussel, 9 maart 2011.

Mevr. L. ONKELINX